



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement,  
des transports, de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral des routes OFROU

# KBOB

Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren  
Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics  
Conferenza di coordinamento degli organi della costruzione e degli immobili dei committenti della costruzione pubblici  
Coordination Group for Construction and Property Services

## Contrat pour prestations de mandataire

Version OFROU / Septembre 2019

<b>Désignation du projet:</b>	EP 2 gestion TU
Désignation abrégée du projet:	99EP2TU
Numéro du projet:	170020
Désignation du contrat:	-
Chef de projet du maître d'ouvrage:	Gestion des projets
Procédure d'attribution:	Procédure ouverte
Classification selon LMP/OMP:	Marché de services
Numéro du contrat:	170020.Provisoire_00007302
Date d'établissement:	
Objet du contrat:	Relevé d'état chaussées 2021-2025

**Rémunération nette, TVA non comprise** CHF 0.00

conclu entre	<b>La Confédération suisse</b>
agissant par	<b>L'Office fédéral des routes OFROU</b>
	Filiale d'Estavayer-le-Lac
	Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac
appelé ci-après	<b>le mandant</b>

**et**

l'entreprise	
siège à	
N° de TVA/IDE	
appelé ci-après	<b>le mandataire</b> sans fonction de planificateur général

SIA, usic, FAS, CRB, FSAI, FSU, IGS et OSD, membres du groupe Planification de

Avec la collaboration et le soutien des associations suivantes:

constructionsuisse

## 1 Objet du contrat

---

### 1.1 Définition du projet

---

Afin de pouvoir planifier l'entretien des chaussées routes nationales à moyen et à long terme, les données concernant l'état des chaussées doivent régulièrement être actualisées. Selon divers travaux de recherche et les expériences recueillies dans les pays voisins, l'intervalle optimal entre les campagnes de mesure doit être l'ordre de 4 à 5 ans.

Pour la filiale 1 de l'OFROU, les dernières données concernant l'état des chaussées dont elle a la responsabilité (I0, I2, I3, et I4) datent de 2017. Compte tenu de cela, l'exécution d'une nouvelle campagne de mesures est nécessaire afin d'actualiser les données contenues dans la base de données de l'OFROU (MISTRA Chaussée). La filiale 1 de l'OFROU a ainsi décidé de procéder à une nouvelle campagne de relevé des divers indices d'état en 2021. C'est l'exécution de cette campagne qui est l'objet du présent marché.

### 1.2 Etendue des prestations du mandataire au sein du projet

---

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments:

Afin de pouvoir disposer de résultats comparables sur les dernières campagnes de relevés et suivre l'évolution de l'état du réseau entre ces campagnes, il est d'abord prévu de relever quatre des cinq caractéristiques d'état de la norme VSS 40 925, soit :

- Indice I1 : dégradation de surface (y compris les indices individuels IAI de la norme VSS 40 926)
- Indice I2 : planéité longitudinale
- Indice I3 : planéité transversale
- Indice I4 : qualité antidérapante

La filiale F1 souhaite aussi exploiter la planéité longitudinale selon les nouvelles méthodes d'exploitation décrite dans la norme VSS 40 517.

En plus de ces grandeurs définies par les normes suisses, la filiale F1 souhaite disposer d'un indicateur permettant de relever la fissuration de ses chaussées de façon aussi objective que possible. Tout comme en 2017, la filiale 1 souhaite relever la fissuration et les arrachements du revêtement des chaussées en s'inspirant de la méthode utilisée en Allemagne.

La filiale veut aussi mettre à jour les données qui existent dans la banque de données MISTRA Chaussée concernant la géométrie et l'usage des chaussées. Le relevé de ces données, qui concernent environ 1100 km de chaussées, poursuit un triple objectif :

- Avoir un relevé aussi précis que possible de la surface réelle de la chaussée (à 5% près)
- Disposer de la définition des voies de circulation (qui sont essentielles au bon fonctionnement du module PMS de l'application MISTRA Chaussée)
- Être en mesure de repérer la présence de passage de déviation ou de TPC circulables sur le réseau des routes nationales.

Finalement, en plus des indices d'état normalisés référencés plus haut, l'OFROU souhaite aussi obtenir les valeurs moyennes des pentes longitudinales et transversales des chaussées auscultées.

Le marché comprend le relevé sur l'ensemble du réseau des routes nationales de la filiale 1, à l'exception des entrées et sorties (rampes d'accès), soit environ 2'200 km de voies de circulation à inspecter. Il est achevé à partir du moment où les voies de circulation (y compris les PUN mais pas les BAU) ont été auscultées et évaluées sur toute leur longueur.

Des interruptions des mesures ne peuvent avoir lieu qu'en cas de chantier. Les zones non-relevées seront répertoriées et signalées au maître d'ouvrage (MO).

## **2 Eléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction**

---

### **2.1 Liste des éléments du contrat**

---

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

- 2.1.1 Le présent contrat
- 2.1.2 Le descriptif des prestations / le cahier des charges
- 2.1.3 Les conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB (édition 2017)
- 2.1.4 Autres éléments du contrat
  - 2.1.4.1 L'offre du mandataire du .....
- 2.1.5 Règles techniques de la construction, en particulier les directives, les instructions et les manuels techniques de l'OFROU ([www.astra.admin.ch](http://www.astra.admin.ch) / Standards, recherche, sécurité)

### **2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions**

---

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 («Accords spéciaux»).

### 3 Prestations du mandataire

#### 3.1 Prestations convenues portant sur les phases partielles

Connaissant le projet qui est à la base du présent contrat (voir chiffres 1.1 et 1.2), le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent document et dans les autres éléments du contrat (prestations ordinaires et prestations à convenir spécifiquement).

#### 3.2 Phases partielles à réaliser

Le présent contrat porte sur les phases partielles suivantes, telles que définies selon l'art. 4 du règlement SIA 103/2014, resp. de la norme SIA 112/2014 Modèle «Etude et conduite de projet»:

		Nomenclature de l'OFROU (selon LRN/ORN)	
MP SIA 112, resp. normes SIA 102, 103, 108		OFROU: Directive «Construction des routes nationales»	OFROU: Directive «Entretien des routes nationales»
<input type="checkbox"/>	11 Enoncé des besoins, approche méthodologique		
<input type="checkbox"/>	21 Définition de l'objet, étude de faisabilité	Etude préliminaire	
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires	Procédure de choix de mandataires	Procédure de choix de mandataires
<input type="checkbox"/>		<b>Projet général (GP)</b>	Concept global de maintenance (EK)
<input type="checkbox"/>		<b>Projet définitif (AP)</b>	Concept d'intervention (MK)
<input type="checkbox"/>		<b>Projet de détail (DP)</b>	Projet d'intervention (MP)
<input type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution	Documents d'exécution	Documents d'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	52 Exécution	Construction	Exécution des mesures
<input type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement	Mise en service, achèvement	Mise en service, achèvement

### 4 Rémunération

#### 4.1 Rémunération

4.1.1 La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

Une rémunération à un tarif moyen par kilomètre est convenue pour les prestations suivantes:

- Mesures I1-I2-I3-I4
- Relevé de la fissuration et des arrachements
- Géométrie et usage
- Régie pour discussion des résultats des mesures tests et résolution des éventuels problèmes liés au référencement des données
- Prestations facultatives: nature des fissurations

## 4.2 Frais accessoires

---

Sont compris dans la rémunération convenue selon le ch. 4.1 les frais accessoires du mandataire concernant les documents de travail (tels que plans, photocopies, autres documents), téléphone, téléfax, frais de port, infrastructure informatique, assurances, frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieurs, frais pour les bureaux de chantier.

Le mandataire est rémunéré d'après les dépenses prouvées pour les dossiers définitifs tels que la reproduction des plans et les autres documents tels que brochures, rapports, etc., qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés explicitement par le maître de l'ouvrage.

## 4.3 Rémunération des prestations non définies

---

### 4.3.1 Genre des prestations non définies:

Toutes les prestations sont considérées comme définitives. Si, au cours de la réalisation il s'avère nécessaire de préciser certaines prestations, la définition de ces dernières incombe au mandant.

### 4.3.2 Réglementation de la rémunération:

La rémunération des éventuelles prestations définies après conclusion du contrat est convenue d'un commun accord avant le début des travaux. Elle est calculée comme décrit au ch. 4.1. En l'absence d'une confirmation écrite du mandant, le droit à la rémunération s'éteint.

## 5 Modalités financières

---

### 5.1 Facturation et paiement

---

Les factures seront remises à l'adresse suivante en un seul exemplaire, accompagnées de la page de garde facture dûment remplie:

L'Office fédéral des routes OFROU

Filiale d'Estavayer-le-Lac

Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

### 5.2 Délais de paiement

---

Les factures envoyées en bonne et due forme courent dès réception à l'adresse indiquée. Le mandant paie les montants exigibles dans les 30 jours à compter de la réception de la facture.

Sont réservées les dispositions sur le décompte final selon le ch. 9.5 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB (édition 2015).

## 6 Délais et termes

---

### 6.1 Phase de réalisation (phases partielles SIA 51 à 53)

---

Le programme de remise des plans convenu s'applique.

Délai / date	Activité
01.04.2021	Début des prestations
31.12.2021	Fin des prestations

---

## 7 Interlocuteurs

---

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

### Du côté du mandant

Nom	Gestion des projets
Entreprise	Office fédéral des routes OFROU
Adresse	Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac
Téléphone	058 461 87 11
Courriel	marchespublics.estavayer@astra.admin.ch

### Du côté du mandataire

Nom  
Entreprise  
Adresse  
Téléphone  
Fax  
Courriel

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

## 8 Assurances

---

Le mandataire, resp. la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO), déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle ci-après pour la durée du mandat. Il garantit qu'il maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il présentera sur demande du mandant des certificats d'assurance valables:

Forfait pour les dommages corporels, les dommages matériels et les dommages consécutifs	CHF	10'000'000.00
--------------------------------------------------------------------------------------------	-----	---------------

Autres dommages:

Dommages à l'ouvrage	CHF	5'000'000.00
----------------------	-----	--------------

Compagnie d'assurance:

N° de police:

Franchise par événement (max. 20% de la somme assurée)	CHF
-----------------------------------------------------------	-----

## 9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail, égalité de traitement et intégrité

---

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions selon les contrats-cadres de travail, s'ils existent, de même que la taxe sur la valeur ajoutée.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

**Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il veille à ce que ceux-ci s'engagent également à respecter les principes susmentionnés.**

Le mandataire s'assure en outre de n'avoir conclu aucun accord ou de n'avoir pris aucune mesure susceptible de restreindre la concurrence. Il s'engage, en ne proposant ou en n'acceptant ni récompense ni avantage, à prendre toutes les mesures requises pour éviter la corruption.

En cas de non-respect des obligations susmentionnées, le mandataire doit payer au mandant pour chaque infraction une peine conventionnelle de 10,00% du montant du mandat, TVA non comprise, mais de CHF 3'000.00 au minimum et de CHF 100'000.00 au maximum.

Le mandataire prend connaissance du fait que la violation de cette clause entraîne généralement l'annulation de l'adjudication et la résiliation prématurée du contrat par le maître de l'ouvrage pour de justes motifs.

## **10 Accords spéciaux**

---

En outre, les parties concluent les accords spéciaux suivants:

Le mandataire est chargé de vérifier les factures des entreprises et de les transmettre au maître d'ouvrage dans les délais spécifiés ci-dessous:

- a. En cas de plans de paiement contractuels, d'acomptes fondés sur l'avancement estimé des prestations, d'acomptes fondés sur les prestations effectivement exécutées dans le cadre d'un contrat à prix unitaires, de factures de régie et de factures de variations de prix, le délai de vérification et de transmission des factures établies en bonne et due forme est de 10 jours au plus à compter du jour où celles-ci parviennent au mandataire.;
- b. Le délai de vérification et de transmission des décomptes finaux établis en bonne et due forme est de 30 jours au plus à compter du jour où ceux-ci parviennent au mandataire.

Si le mandataire ne respecte pas ces délais, le maître d'ouvrage se réserve le droit de lui facturer les intérêts moratoires exigés par l'entreprise ou de les déduire de sa créance d'honoraires.

## **11 Droit de regard (selon Art. 5 OMP)**

---

**La disposition suivante fait partie intégrante du contrat dans le cas où une seule offre valable aurait été présentée à l'occasion d'un appel d'offre et que la valeur du marché atteint ou dépasse un million de francs :**

Pour évaluer les prix du présent contrat et de toute commande subséquente (avenants ou contrats similaires), le mandataire accorde à la Confédération suisse, sur demande, un droit de regard sur le calcul prévisionnel des prix (y compris tout ajustement de prix / prix formules) relatif à ce contrat et à toute commande subséquente ou similaire et fournit gratuitement tous les documents et informations nécessaires. En plus il fournit, sur demande, les résultats du calcul rétrospectif de l'achat à la base du présent contrat ou d'autres achats similaires. La vérification du calcul rétrospectif ne peut pas conduire à une modification des prix du présent contrat.

### **11.1 Principe**

---

La vérification du prix repose sur la comptabilité financière et la comptabilité d'exploitation du mandataire ainsi que sur le calcul prévisionnel et/ou le calcul rétrospectif du prix du contrat fondés sur ces dernières. Le calcul indique les coûts de revient, présentés sous la forme usuelle dans la branche, ainsi que les suppléments pour risques et le bénéfice.

### **11.2 Réduction de prix consécutive à la vérification**

---

Si la vérification du prix révèle que le prix convenu dans le contrat est trop élevé, on procédera à une adaptation vers le bas par un avenant au contrat.

La vérification du prix ne peut en aucun cas aboutir à une hausse de ce dernier.

---

### **11.3 Devoir d'information**

Le mandataire est tenu d'informer le mandant par écrit six mois à l'avance de son intention de cesser de conserver les documents contenant le(s) calcul(s) ou les documents afférents à ce(s) dernier(s).

---

### **11.4 Exécution de la vérification du prix**

La vérification du prix est exécutée par l'inspectorat des finances/le service de révision interne compétent et/ou le Contrôle Fédéral des Finances (ci-après le service de vérification).

Si le soumissionnaire est étranger, le service de vérification suisse peut charger le service de vérification étranger compétent de la vérification du prix ou l'associer à la vérification. Le service de vérification fixe la date de la vérification avec le mandataire. Les vérifications de prix, les renseignements et les documents doivent être traités de manière confidentielle.

Le résultat de la vérification et les informations nécessaires à sa compréhension sont communiqués par le service de vérification à la direction du mandant au moyen d'un document confidentiel.

---

### **11.5 Sous-traitants fournissant une part importante des prestations**

Le mandataire s'engage à garantir le même droit de regard en faveur de la Confédération suisse dans les contrats conclus avec les sous-traitants fournissant une part importante des prestations.

Le mandataire est exonéré de cette obligation s'il peut prouver que ses acquisitions auprès du sous-traitant sont réalisées dans des conditions de concurrence et sont économiquement avantageuses.

Si la vérification du prix effectuée auprès d'un sous-traitant conduit à une réduction de prix, le mandataire est tenu de répercuter cette dernière, y compris les suppléments sur le prix convenu avec le mandant, quels que soient ses frais ou ses bénéfices.

Le mandataire s'engage de communiquer au mandant les noms des sous-traitants fournissant une part importante des prestations avant de conclure les contrats avec ces derniers.

---

## **12 Entrée en vigueur**

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

---

## **13 Modifications du contrat**

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

---

## **14 Droit applicable et for**

Seul le droit suisse s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1) sont expressément exclues.

En cas de litige découlant du présent contrat, le for se situe à Berne.

---



## **15 Expéditions**

---

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires de même teneur.

Le mandataire et le mandant en reçoivent chacun 1 exemplaire signé.

## 16 Signatures

---

Estavayer-le-Lac, le

**Office fédéral des routes**

---

Signature

---

Signature

Lieu et date:

---

Prénom et nom:

Fonction:

(en lettres capitales)

### **Annexe(s)**

Page de garde facture (sera établie à la conclusion du contrat)

Matrice des coûts (sera établie à la conclusion du contrat)